

Deux historiens algériens appellent à la démilitarisation de la société

Deux grands historiens algériens Nedjib Sidi Moussa et Mohammed Harbi appellent dans une contribution publiée sur Tribune le Monde à la séparation de la religion et de l'Etat et à la démilitarisation de la société.

'' Nous invitons à affronter les problématiques trop souvent évacuées par les progressistes, comme la séparation de la religion et de l'Etat ou la démilitarisation de la société. Sans une révolution culturelle qui s'articulerait à une révolution sociale, les espoirs suscités par le Hirak resteront hors de portée, et pour longtemps'', appellent-ils.

Pour ces deux historiens, rouvrir un avenir à la révolution, c'est aussi répondre aujourd'hui aux exigences de la majorité de la population qui ne saurait se contenter de slogans favorables à l'instauration d'un « Etat de droit » ou d'un « état civil », par le recours hypothétique à une Assemblée constituante, renouant ainsi avec le mot d'ordre porté sans réelle stratégie par le mouvement indépendantiste.

Ils pensent que la conquête des libertés démocratiques ne peut s'envisager au détriment des préoccupations concrètes des citoyens privés de citoyenneté. ''La remise en cause, dans les faits, des mécanismes de prédation, de la corruption de l'administration et de l'arrogance des tenants du pouvoir est une condition nécessaire, mais non suffisante'', disent-ils.

D'après eux, la consécration des libertés d'expression ou de rassemblement ne procédera que de la constitution d'un nouveau rapport de forces, en s'appuyant sur les luttes sociales et sur la mobilisation de larges pans de la population, afin de desserrer l'étau répressif, pour arracher la libération de tous les détenus, et faire ''vaciller l'ordre patriarcal sur lequel repose le régime militaro-policiér''.

Commentant la réponse du régime aux revendications des populations, les deux historiens affirment que le peuple algérien n'est pas ''dupe''. '' Le reflux du mouvement populaire est incontestable. Pourtant, malgré une sévère répression et la pandémie de Covid-19, les Algériens ne sont pas dupes : le scénario mis en place ne répond en aucun cas à la volonté de changement exprimée dans les rues du pays, mais a plutôt à voir avec les luttes entre factions rivales au sein de la classe dominante. L'abstention massive [seuls 23,7 % des électeurs se sont déplacés] démontre la lucidité de la population''.